

## Jean Jaurès et le réformisme

Gilles Candar

Coupable, Jaurès ? Par bonté ou faiblesse, goût de la popularité ou calcul, il aurait laissé la primauté idéologique aux guesdistes obtus afin de réaliser l'unité socialiste en 1905. Le socialisme français depuis traînerait comme un boulet cette charte de l'unité qui définissait le parti socialiste comme un « parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste, et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat ». Avant d'imposer le refus de « l'ensemble du budget » et notamment des crédits les plus liés à la domination bourgeoise (fonds secrets, crédits militaires et de conquêtes coloniales), la déclaration ne manquait pas de souligner : « Par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution<sup>1</sup>. » Cette vulgate d'une soumission jaurésienne au sein de la SFIO, qui se retrouve aussi bien dans la tradition militante que dans l'histoire universitaire la plus érudite, repose sur beaucoup de lectures *a posteriori* et sans doute quelques préjugés. Elle ne tient pas assez compte de l'horizon de pensée comme du vocabulaire courant des socialistes de la III<sup>e</sup> République d'avant-guerre, d'avant 1917 aussi.

### Aux origines... la Révolution française...

Jaurès est un révolutionnaire, du moins il revendique fréquemment cette appellation. Pourquoi ne le serait-il pas ? Pourquoi le terme inquiéterait-il les socialistes ? Il est d'usage beaucoup plus fréquent qu'aujourd'hui et ne se limite pas à la seule « extrême gauche » du champ politique. La politisation du jeune Jaurès s'est faite dans l'enthousiasme des batailles républicaines des années 1870, lorsque Gambetta faisait enfin triompher le « parti de la Révolution » dont tous les républicains sont peu ou prou les héritiers<sup>2</sup>. Il est possible de se disputer sur tel ou tel point de l'héritage, sur l'emploi de la Terreur notamment dans la crise de 1792-1794, mais l'utilisation des références, des événements ou des images de la Révolution française est alors constante. La panthéonisation de Carnot et de Marceau est un des éléments de la

---

<sup>1</sup> Alain Bergounioux, *Déclarations de principes socialistes 1905-1990*, Paris, Bruno Leprince, « L'encyclopédie du socialisme », 2004, p. 17.

<sup>2</sup> Jean El Gammal, « La mémoire de la Révolution au XIX<sup>e</sup> siècle », dans Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004, p. 135-151.

réponse républicaine au péril boulangiste. Lorsque le gouvernement Freycinet<sup>3</sup> fait cesser les représentations de *Thermidor* à la Comédie française, Clemenceau ne déclare pas seulement : « la Révolution française est un bloc », il explique que celle-ci n'est pas terminée :

« Cette admirable Révolution par qui nous sommes n'est pas finie [...] elle dure encore, [...] nous en sommes toujours les acteurs, [...] ce sont toujours les mêmes hommes qui se trouvent aux prises avec les mêmes ennemis. Oui, ce que nos aïeux ont voulu, nous le voulons encore. Nous rencontrons les mêmes résistances. Vous êtes demeurés les mêmes ; nous n'avons pas changé. Il faut donc que la lutte dure jusqu'à ce que la victoire soit définitive<sup>4</sup>. »

Les exemples pourraient être multipliés, et cet aspect de la politique de l'époque a déjà été largement étudié. Toujours est-il que candidat, puis député républicain, Jaurès ne détone pas en se situant lui aussi dans la perspective du rappel comme du prolongement de la Révolution. Il prend une position plus originale lorsqu'il passe au socialisme au nom des principes légués par la grande Révolution<sup>5</sup>. Du reste, il continue à se passionner pour l'enchaînement entre Révolution française et avènement d'une société socialiste à tel point qu'il consacre plusieurs années à écrire l'histoire de la Révolution française jusqu'au 9 Thermidor pour l'*Histoire socialiste de la France contemporaine* (1900-1908) qu'il dirige. Chacun sait cela, mais, parfois, l'oublie quand il s'immerge dans les débats socialistes sur la valeur respective de la réforme et de la révolution.

Jaurès a commencé par être un héritier de la Révolution, mais aussi un déçu de la réforme. Comme tout bon républicain, il souhaite achever la Révolution par la réalisation et le développement de tous les principes qu'elle a posés et proclamés. Jaurès ne conteste pas que les transformations doivent être prises au moment opportun, avec patience et réflexion préalable, mais aussi ténacité et esprit de suite. Il aime à citer Vauban : le réformateur doit « se boucher les oreilles et aller son chemin ». Au Parlement, il veut travailler. Il cherche à devenir un spécialiste des questions budgétaires, à écrire dans *La République française*, le journal des gambettistes que dirige Auguste Scheurer-Kestner, ou aux *Annales économiques*, qui font dialoguer économistes libéraux et politiques républicains de tous bords, épris de réalisations et de documentation sérieuse. Sous la plume de Jaurès revient constamment le souci de montrer que lui, le professeur agrégé et normalien, est capable aussi d'être un « homme pratique » et de construire... Vieille ambition d'intellectuel : déjà, étudiant, il disait se plaisir à aider aux travaux de la ferme parentale, car ainsi « il sortira de moi quelque chose, blé, avoine ou maïs ; j'aimerais

---

<sup>3</sup> Il s'agit d'un gouvernement « de concentration », avec des radicaux (Léon Bourgeois), des modérés (Maurice Rouvier, Ernest Constans...) et d'incontestables défenseurs du libéralisme sous toutes ses formes (Alexandre Ribot, Jules Roche, Yves Guyot...).

<sup>4</sup> Chambre des députés, 29 janvier 1891.

<sup>5</sup> Voir par exemple son article, « Le socialisme de la Révolution française », *La Dépêche*, 22 octobre 1890.

mieux que ce fût du blé : je serais un des nourriciers de l'espèce humaine<sup>6</sup> ». Il se bat donc pour le début de la réalisation des grandes réformes républicaines annoncées : il sait bien que la séparation des Églises et de l'État ne sera pas facile, qu'elle va demander du temps, mais l'impôt sur le revenu qui ne met en cause que les intérêts lui paraît plus facilement réalisable. Et il y a tant d'autres réformes à entreprendre... Il se spécialise sur certaines questions, un peu le dossier scolaire, davantage encore les questions sociales avec la sécurité des mineurs, voire un premier système d'ensemble de retraites pour tous les ouvriers de l'industrie. Ce dernier projet est significatif : il est loisible de le lire à la fois comme relevant du plus timide réformisme social ou comme portant en germe une contestation globale de la société. Jaurès y écrit que « l'ordre social actuel » n'est « pas conforme à la justice », mais il parvient à faire cosigner son texte comportant des propositions fort modérées par ses collègues Charles Dupuy et Jean-Antoine Marty (8 avril 1886), pourtant tous deux alors des plus sages républicains « opportunistes ».

Jaurès porte ces réformes, grandes ou petites, au Palais-Bourbon, dans la presse (*La Dépêche* toulousaine surtout à partir de janvier 1887) et en réunion publique. Après son échec lors du renouvellement de 1889 à Castres, il continue, sur une base plus régionale, professant à l'université de Toulouse, y préparant ses thèses, mais toujours politiquement actif, grâce à sa collaboration de presse et son mandat de maire-adjoint, travaillant notamment à la constitution d'une Université régionale dans le cadre de la réforme de l'enseignement supérieur alors en préparation. Il revient au Palais-Bourbon en janvier 1893, député socialiste de Carmaux, propageant l'idée et la nécessité d'un avènement proche du socialisme. La rupture est incontestable, elle ne doit pas être mal ou sur-interprétée. Elle ne signifie en aucune façon l'abandon d'une volonté d'action réformatrice.

## Messianisme révolutionnaire et réformes

Le vocabulaire et la thématique révolutionnaires n'empêchent pas le socialisme français de faire le choix essentiel de « l'action politique », c'est-à-dire à la fois « l'agitation et l'affirmation intégrales des principes socialistes » et « la réalisation des réformes d'intérêt immédiat » comme le recommandent les grands congrès internationaux, à Zürich (août 1893) comme à Londres (juillet-août 1896). Les socialistes de tous courants, les guesdistes comme les broussistes, les allemanistes comme les indépendants, présentent des candidats aux différentes élections, publient des journaux, tiennent des réunions, font campagne et participent à la démocratie parlementaire. Certes, ils y portent « l'affirmation intégrale des principes socialistes » et Jaurès le tout premier y déploie la fougue et l'ardeur de son éloquence. Ce sont sans doute les années pendant lesquelles il est le plus proche d'un « messianisme révolutionnaire », où les accents prophétiques de ses dénonciations et l'annonce des temps nouveaux peuvent faire penser aux accents millénaristes du spiritualisme

<sup>6</sup> Lettre à Charles Salomon, 23 août 1880, dans *Œuvres de Jean Jaurès*, tome 1, *Les Années de jeunesse*, Paris, Fayard, 2009, p. 70. Voir le même tome pour sa participation à la presse républicaine ou libérale de l'époque.

franciscain ou joachimite comme le voulait Henri de Lubac<sup>7</sup>. Mais même un des grands moments de cette éloquence révolutionnaire, le discours « sur les meneurs » du 21 novembre 1893 par exemple, appelé aussi « République et socialisme », mêle aux accents les plus enflammés en faveur de la « houle du prolétariat universel » qui devrait bientôt tout emporter la revendication de l'origine républicaine et démocratique des revendications prolétariennes – « C'est la République qui est le grand excitateur, c'est la République qui est le grand meneur : traduisez-là donc devant vos gendarmes!<sup>8</sup> » – et la perspective d'une politique de réformes républicaines, fort proches au fond de celles que défendait Jaurès avant d'être socialiste<sup>9</sup>.

Le meilleur exemple de cette dialectique reste la contribution de Jaurès, alors « compagnon de route » du guesdisme à la politique du Parti ouvrier français : il assiste au congrès de Nantes (du 14 au 16 septembre 1894), préside une de ses séances et passe pour avoir rédigé les considérants qui complètent le programme agraire du parti. La démarche est tout entière tournée vers des « réformes d'intérêt immédiat » : instauration d'un salaire minimum pour tous les ouvriers agricoles, création de prud'hommes, maintien des biens communaux, retraites agricoles, machines communales mises gratuitement à disposition des petits cultivateurs, suppression des droits de mutation pour les petites propriétés, réduction des baux de fermage et de métayage, cours gratuits d'agronomie, service gratuit de médecine et de pharmacie à prix coûtant, abaissement des tarifs de transports, liberté de chasse et de pêche, sous réserve des mesures nécessitées par la conservation du gibier et de la pêche, etc. Un programme « minimum » et « pratique » complète ainsi les innovations théoriques de Paul Lafargue et de ses amis soucieux de ranger la terre parmi les outils de travail à préserver pour le petit paysan, au même titre que la varlope pour le charpentier ou le bistouri pour le chirurgien selon la formule consacrée. Ce « réformisme » n'a pas une seule valeur propagandiste, il sert tout autant, en principe, à orienter l'action des élus, dans les collectivités locales ou au sein du Parlement. L'affirmation intégrale des principes socialistes ne peut empêcher, en régime parlementaire, des votes en faveur de telle ou telle disposition législative jugée positive, de tel ou tel acte de gouvernement, voire tout simplement en faveur d'un ministère dont on attend des mesures positives. Là aussi, il est utile de ne pas regarder les socialistes marxistes et collectivistes du temps en leur supposant des attitudes électorales d'un autre âge ou d'une autre période. L'élection de Lafargue à Lille avec le soutien de voix radicales fait pendant à celle de Paul Doumer dans l'Yonne avec des suffrages « rouges », au moins au sens quarante-huitard du terme<sup>10</sup>. À Versailles, lors des élections présidentielles, Jaurès comme la plupart des autres élus socialistes votent en faveur du candidat « de gauche » susceptible de l'emporter,

---

<sup>7</sup> Cf. Henri de Lubac, *La postérité spirituelle de Joachim de Flore*, t. 2, Paris, Lethielleux, « Le Sycamore », 1981.

<sup>8</sup> Jean Jaurès, discours dit « République et socialisme », Chambre des députés, séance du 21 novembre 1893, repris dans *Cahiers Jaurès*, n° 169-170, juillet-décembre 2003, p. 77.

<sup>9</sup> « Enjeux et usages d'une histoire critique de la République », *Cahiers Jaurès*, n° 169-170, juillet-décembre 2003.

<sup>10</sup> Jean Jaurès, « Discipline républicaine », *La Dépêche*, 5 novembre 1891.

Henri Brisson, en 1894 comme en 1895. Il en ira de même en 1899 pour Emile Loubet (sauf pour Jaurès bien sûr, non parlementaire alors !) et en 1906 pour Armand Fallières. La première candidature socialiste à une élection présidentielle, depuis Raspail en 1848, sera celle d'Edouard Vaillant en 1913, et elle s'explique par toutes sortes de raisons qui excèdent notre propos. La dialectique entre les deux piliers de la politique socialiste fonctionne donc, mais cela ne l'empêche pas de risquer d'être déstabilisée ni même d'entrer en crise.

## L'évolution révolutionnaire

La crise du socialisme au tournant du nouveau siècle tient à plusieurs facteurs et elle doit être appréhendée dans toute sa dimension internationale, ainsi que s'emploient à le faire aujourd'hui Emmanuel Jousse ou Jean-Numa Ducange<sup>11</sup>. Pour Jaurès en particulier, il ne fait pas de doute que c'est la commotion produite par l'affaire Dreyfus qui joue un rôle décisif dans l'évolution de ses positions, et son émancipation des formulations canoniques du socialisme sur les liens entre révolution du grand but à atteindre et réformes y préparant. Il n'est pas utile de revenir ici sur le processus et le détail de son engagement dreyfusard, il suffit de rappeler qu'il détermine une réflexion nouvelle sur la société française, son évolution et les perspectives socialistes exposée pour l'essentiel dans une série d'articles de *La Petite République* repris en volume par Péguy et les *Cahiers de la Quinzaine* sous le titre *Études socialistes*<sup>12</sup>. Jaurès y discute le marxisme, mais le débat théorique n'est pas séparable d'une intervention politique, face à ses anciens alliés guesdistes, qui n'oublient pas de songer à un regroupement de l'ensemble des socialistes, au sein duquel vaillantistes et allemanistes sont appelés à jouer un rôle important. Jaurès établit donc nettement la distance nouvelle qu'il affirme par rapport à Marx et au marxisme. « L'hypothèse historique dont procède la conception révolutionnaire du *Manifeste communiste* est en effet épuisée<sup>13</sup>. » La révolution socialiste ne se fera pas dans les formes envisagées par Marx. Pour l'essentiel, si « « Marx se trompait<sup>14</sup> », c'est que « les souvenirs de la Révolution française et des révolutions successives qui en furent, en France et en Europe, le prolongement, dominaient [son] esprit<sup>15</sup> », écrit Jaurès, lui-même alors plongé dans l'écriture et la publication de son *Histoire socialiste de la Révolution française*. Jaurès entend montrer que « la République est la forme politique du socialisme<sup>16</sup> » et donc que les deux piliers de l'action politique du socialisme ne

<sup>11</sup> Cf., entre autres, Emmanuel Jousse, *Réviser le marxisme ? D'Edouard Bernstein à Albert Thomas, 1896-1914*, Paris, L'Harmattan, « Des poings et des roses », 2007 et Jean-Numa Ducange, *Élaborer, écrire et diffuser l'histoire de la "Grande Révolution française" dans les social-démocraties allemande et autrichienne 1889-1934*, thèse sous la direction de Paul Pasteur, université de Rouen, 2009, en voie de publication.

<sup>12</sup> Dans l'attente de la parution prochaine par Maurice Agulhon et Jean-François Chanut du tome 8, *Défense républicaine et participation ministérielle 1899-1902*, des *Œuvres de Jean Jaurès*, se reporter à Jean Jaurès, *Études socialistes*, présentation de Madeleine Rebérioux, Genève, Slatkine Reprints, 1979.

<sup>13</sup> *Études socialistes, op cit.*, p. XXXV.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. XLV.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. XIV.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. LXIII.

doivent pas seulement être juxtaposés comme servant au même but, mais que le maintien et le renforcement des réformes, des institutions et des réalisations républicaines et démocratiques, sont indispensables et conditionnent la possibilité de « l'affirmation intégrale du socialisme ». Jaurès mène toutefois la discussion sans rompre avec le marxisme, au contraire, il marque son accord fondamental avec les grandes lignes du matérialisme historique, avec la définition d'un socialisme issu de la croissance universelle du prolétariat, il met même une part de coquetterie ou d'habileté tactique à utiliser des références puisées chez Marx ou Engels pour montrer la nécessité de la défense républicaine. Il utilise ainsi les réflexions du vieil Engels sur le programme d'Erfurt de la social-démocratie (son exemple sera souvent suivi) pour introduire un concept marxien dont il fait désormais la pierre angulaire de sa politique, « l'évolution révolutionnaire<sup>17</sup> ». L'intention est clairement exposée : tout faire pour échapper à la dichotomie persistante des deux aspects de la politique socialiste, trop facilement résumée en un « programme minimum » et un « programme maximum » qui serait le comble de la paresse intellectuelle et la voie ouverte à toutes les facilités, pour au contraire assurer un lien constant, vivifiant et réciproque entre les réformes et le but final. Jaurès explique que *l'évolution révolutionnaire* consiste donc « à introduire dans la société d'aujourd'hui des formes de propriété qui la démentent et qui la dépassent, qui annoncent et préparent la société nouvelle, et par leur force organique hâtent la dissolution du monde ancien. Les réformes ne sont pas seulement, à mes yeux, des adoucissants : elles sont, elles doivent être des préparations<sup>18</sup> ».

La mise en application de ces principes engage l'action de Jaurès au cours de ces années de défense ou d'action républicaine, de bloc des gauches et de campagne anticléricale. Il revient au Parlement en 1902, fonde en 1904 un quotidien, *L'Humanité*, et s'impose comme une figure de la République, sans prendre d'autres responsabilités officielles qu'une vice-présidence de la Chambre (1903-1904) et sa participation à la délégation des gauches. On a l'habitude de présenter cette période comme l'acmé du réformisme jaurésien, illustré par le vote de la loi de séparation des Églises et de l'État, la loi d'assistance aux indigents, la réforme du service militaire ainsi que celle, plus ancienne, de l'enseignement secondaire. C'est à cette politique, somme toute fructueuse et d'un réformisme assumé, que Jaurès tournerait le dos en privilégiant l'unité socialiste. Faut-il se focaliser à l'excès sur la déclaration de principes et le congrès fondateur ? Le congrès de 1905 est très formel : ses actes sont tardivement édités, avec ceux du congrès suivant, et demeurent singulièrement minces. Jaurès a assez d'expérience politique pour savoir que l'essentiel ne se joue pas dans ces cadres institutionnels, mais dans le rapport aux masses, « à la démocratie » pour parler au plus près du style de l'époque, dans le mouvement social et politique réel. Certes, un changement a lieu, la SFIO se met en place<sup>19</sup>, les procédures organisationnelles et parlementaires se modifient quelque peu, certaines alliances périclitent et d'autres se nouent. On peut discuter du moment du tournant :

<sup>17</sup> Jean Jaurès, « République et socialisme », *La Petite République*, 17 octobre 1901, *Études socialistes*, p. LXIX.

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> Marion Fontaine (dir.), *Les débuts de la SFIO, Cahiers Jaurès*, n° 187-188, janvier-juin 2008.

1904 avec la guerre russo-japonaise et le congrès de l'Internationale à Amsterdam ; 1905 avec la création de la SFIO et la révolution russe, les campagnes antimilitaristes et antipatriotiques de Gustave Hervé et ses amis<sup>20</sup> ; 1906 avec les premiers grands affrontements parlementaires avec Clemenceau et les radicaux ; voire 1907 comme le pensait Madeleine Rebérioux<sup>21</sup>... Toutes ces dates sont possibles et comportent d'ailleurs leurs parts de vérité et de compréhension du nouveau cours suivi par Jaurès. Nous pouvons discuter la notion de « tournant » et singulièrement celui qu'aurait représenté 1905 dans l'histoire des relations internationales, dû au sentiment personnel de Charles Péguy<sup>22</sup>. L'histoire réciproque du socialisme et du radicalisme doit encore être approfondie<sup>23</sup>, de même que celle du syndicalisme et socialisme politique<sup>24</sup> ou l'insertion de celui-ci dans le socialisme international<sup>25</sup>.

**« Parti de révolution (...), il est le parti le plus essentiellement, le plus activement réformateur<sup>26</sup> »**

Il n'est pas sûr pour autant que le débat entre réformisme et révolution se retrouve vraiment au cœur des controverses de la période. Il affleure bien entendu, mais il n'est pas alors difficile pour Jaurès de le dominer. Sans doute aurait-il écrit un peu différemment la déclaration de principes s'il en avait été le seul rédacteur. Mais, comme il l'a montré même au plus vif de la querelle sur la participation ministérielle et la « crise révisionniste », il ne récuse pas du tout, mais se réclame lui aussi d'une analyse de classe de la société et de la nécessité du socialisme. Jean Longuet, Pierre Renaudel ou Louis Révelin qui participaient de 1904 à 1905 aux travaux de la délégation d'unité des socialistes n'entendaient pas être moins bons « marxistes » que leurs collègues rivaux du parti socialiste de France, que ces derniers fussent « guesdistes » ou « vaillantistes ». La question est de savoir comment l'action réformatrice et l'affirmation de l'idéal socialiste sont comprises et suivies, ce qui est un peu différent... et qui permet d'ailleurs à Jaurès de prendre vite les rênes du socialisme organisé grâce à son accord privilégié avec Vaillant, et finalement avec une bonne part du nouveau parti.

<sup>20</sup> Gilles Heuré, *Gustave Hervé. Itinéraire d'un provocateur*, Paris, La Découverte, « L'espace de l'histoire », 1997.

<sup>21</sup> Madeleine Rebérioux, « Le virage de Jaurès en 1907 », *Jean Jaurès, bulletin de la SEJ*, n° 93, avril-juin 1984, p. 9-12.

<sup>22</sup> *Y-a-t-il des tournants historiques ? 1905 et le nationalisme, Mil neuf cent, revue d'histoire intellectuelle*, n° 19, 2001.

<sup>23</sup> Noëlline Castagnez et Gilles Morin (dir.), *Socialistes et radicaux, querelles de famille*, Paris, L'Ours, 2008.

<sup>24</sup> Alain Boscus, *Jean Jaurès, la CGT, le syndicalisme révolutionnaire et la question sociale*, Toulouse, Institut régional CGT d'histoire sociale Midi-Pyrénées, 2008.

<sup>25</sup> Cf. sous la direction de Maria-Grazia Merriggi le numéro des *Cahiers Jaurès* à paraître en 2011 sur les héritages de Georges Haupt.

<sup>26</sup> Déclaration du Parti socialiste proposée par Jaurès et votée par le congrès de Toulouse le 18 octobre 1908, *5<sup>e</sup> congrès national tenu à Toulouse les 15, 16, 17 et 18 octobre 1908, compte rendu sténographique*, Parti socialiste (SFIO), 1909, p. 484.

Cette situation nouvelle pouvait d'ores et déjà se deviner au temps des polémiques du Bloc des gauches, qui ne doivent pas être considérées comme représentant l'ensemble de l'activité politique des socialistes au début du siècle. Cela fait par exemple assez longtemps qu'une étude assez poussée d'histoire parlementaire<sup>27</sup> a montré qu'au Palais-Bourbon, sous Waldeck-Rousseau et Emile Combes, les socialistes antiministériels pouvaient voler au secours du gouvernement républicain menacé aussi bien que des socialistes ministériels. C'est même parmi eux que se trouve un des parlementaires les plus accomplis, les plus influents aussi, qui entretient d'excellentes relations avec ses collègues républicains de tous bords, homme d'influence susceptible de faire fonction de ministre des Postes, en tout cas faiseur de ministres et arbitre suprême, Marcel Sembat<sup>28</sup>. Face aux réformes discutées au Parlement, la constitution de la SFIO marque-t-elle vraiment une telle césure ? Les procédures parlementaires sont si longues, de toute façon, avec la nécessité de principe d'un vote conforme par les deux Chambres, pour que l'histoire de toutes les réformes législatives voient souvent Jaurès et les socialistes intervenir avant et après l'unité sans qu'on ait l'impression d'un bouleversement important de leur attitude. Certes, on peut toujours relever quelques tentatives au moment de l'unité pour durcir le ton, contrôler, surveiller les élus. Cette attitude existait auparavant, même dans le cadre du parti socialiste français de Jaurès, Aristide Briand et René Viviani ou du Parti ouvrier français de Guesde et Lafargue (mais aussi d'Antoine Jourde et d'Antide Boyer !). À Limoges (novembre 1906), Charles Rappoport, guesdiste sans doute animé d'un zèle néophyte, essaie un peu lourdement de ficeler Jaurès qui pourrait se laisser aller à quelques complaisances envers le gouvernement radical-socialiste de Clemenceau, dans lequel siègent ses anciens amis Briand et Viviani, en proposant comme motion : « Le congrès prend acte de l'attitude d'opposition irréductible prise par le groupe parlementaire vis-à-vis du gouvernement, en l'approuvant, et compte sur la continuation de cette tactique à l'avenir. Car cette tactique est seule conforme aux intérêts du prolétariat et au pacte de l'unité<sup>29</sup>. » Il est très facile à Jaurès d'écartier immédiatement le danger en recourant au rappel des principes fondamentaux, qui lui valent une approbation immédiate et sans réserve de Guesde :

« Le congrès [...] rappelle [au prolétariat] que sa libération entière ne sera possible que par l'avènement de la propriété sociale, qu'il n'y a de socialisme que dans le parti socialiste, organisé et unifié, et que le parti, tout en s'efforçant de réaliser les réformes qui pourront accroître la force d'action et de revendication du prolétariat doit opposer sans cesse à tous les programmes restreints et trop souvent illusoires, l'intégrité de l'idéal socialiste<sup>30</sup>. »

<sup>27</sup> Jean-Jacques Fiechter, *Le socialisme français : de l'affaire Dreyfus à la Grande Guerre*, Genève, Droz, 1965.

<sup>28</sup> Voir la partie publiée (1905-1922) par Christian Phéline de son journal : Marcel Sembat, *Les Cahiers noirs*, Paris, Viviane Hamy, 2007.

<sup>29</sup> 3<sup>e</sup> congrès national tenu à Limoges les 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4 novembre 1906, compte rendu analytique, Parti socialiste (SFIO), 1907, p. 42.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 57.



Certains socialistes renâclent, soit aux précautions de langage, soit aux changements globaux de la vie politique, soit aux retrouvailles obligées avec d'anciens adversaires qu'il n'est pas agréable de devoir côtoyer à nouveau. En dehors du socialisme indépendant, fondé souvent sur le refus de l'organisation, et donc assez longtemps inorganisé, c'est le cas d'une part des intellectuels socialistes, pour des raisons d'ailleurs diverses, de *La Revue socialiste* à Charles Andler ou Charles Péguy<sup>31</sup>. Sauf dans le premier cas, et encore, il n'est pas certain que ce soit la dialectique entre réforme partielle et idéal révolutionnaire qui pose le plus problème. De toute façon, Jaurès clarifie et oriente la politique socialiste sur le sujet au moment du congrès de Toulouse (octobre 1908). Il choisit d'y présenter une motion au nom de sa fédération, celle du Tarn, fait exceptionnel dans l'histoire de la SFIO d'avant 1914 et preuve de l'enjeu particulier des débats. Il la défend dans un discours resté dans les annales de la tradition militante socialiste et qui fut souvent réédité. Cette très longue intervention, jouant des interruptions, des digressions, de la diversité des oppositions, est destinée à la fois à justifier la pratique militante de la SFIO dans ces premières années et à la réorienter quelque peu. Jaurès reprend ses analyses du temps des *Études socialistes* en les adaptant à la situation présente. Il s'agit de faire passer l'idée que le changement révolutionnaire ne peut être concentré sur un trop bref moment, celui d'une rupture quelle que soit la forme de celle-ci. Il ne se rallie pas pour autant aux principes de ses amis de *La Revue socialiste* qui aiment à reprendre la formule de Benoît Malon : « réformistes toujours, révolutionnaires quand les circonstances l'exigent ». Jaurès s'efforce de renouveler et d'échapper à l'ancien dilemme réforme/révolution en relativisant l'importance de la conquête du pouvoir politique. La société nouvelle ne se fera « ni par un coup de main, ni même par un coup de majorité<sup>32</sup> ». Il est donc inutile de se diviser entre la voie parlementaire ou la voie insurrectionnelle puisqu'en tout état de cause, il ne s'agirait là que de la « préface de l'évolution nécessaire<sup>33</sup> ». Mais tous les développements de l'orateur concernent une action fondée sur des réformes à mettre en œuvre, les anciennes réformes du programme républicain (impôt sur le revenu, retraites ouvrières et paysannes...) comme toutes celles qui pourraient aider à l'éducation et à la préparation du prolétariat. Jaurès essaie toujours de vivifier les principes socialistes, il part des deux piliers de l'action politique définis dans les congrès internationaux, mais en s'efforçant de les relier, de montrer de plus en plus que les réformes ne sont pas un pis-aller ou une méthode de substitution, mais qu'elles doivent préparer, former, justifier, dessiner les principes socialistes. Il refuse toute « fatalité<sup>34</sup> » de l'évolution historique, que celle-ci soit « révolutionnaire » ou « réformiste », et il évite même de faire du Parlement autre chose qu'un « aboutissant<sup>35</sup> ». Il finit par faire adopter par

<sup>31</sup> Eugène Fournière, *Essai sur l'individualisme*, présentation de Philippe Chaniel, Lormont, Le Bord de l'eau, 2009 ; Géraldi Leroy, « Péguy-Jaurès, bref essai de synthèse », *Cahiers Jaurès*, n° 192, avril-juin 2009, p. 51-64 ; Charles Andler, *La civilisation socialiste*, présentation de Christophe Prochasson, Lormont, Le Bord de l'eau, 2010.

<sup>32</sup> 5<sup>e</sup> congrès national tenu à Toulouse les 15, 16, 17 et 18 octobre 1908, *compte rendu sténographique*, Parti socialiste (SFIO), 1909, p. 312.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 314.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 332.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 330.

un congrès unanime (à la seule réserve exprimée de l'abstention de Jules-Louis Breton, député du Cher) une résolution qui éclaire l'action réformatrice par le rappel de l'idéal révolutionnaire :

« Précisément parce qu'il est un parti de révolution, précisément parce qu'il n'est pas arrêté dans sa revendication incessante par le droit, périmé à ses yeux, de la propriété capitaliste et bourgeoise, il est le parti le plus essentiellement, le plus activement réformateur, le seul qui puisse donner à chacune des revendications ouvrières son plein effet, le seul qui puisse faire toujours de chaque réformé, de chaque conquête, le point de départ et le point d'appui de revendications plus étendues et de conquêtes plus hardies ; et quand il signale à la classe ouvrière, avec l'utilité, la nécessité, la bienfaisance de chaque réforme, les limites que lui impose le milieu capitaliste même, ce n'est pas pour le détourner de l'effort immédiat de réalisation, c'est pour l'amener à conquérir des réformes nouvelles et pour lui rendre toujours présente et sensible, jusque dans l'effort incessant d'amélioration, la nécessité de la réforme totale, de la transformation décisive de la propriété<sup>36</sup>. »

Jaurès tient ainsi sa définition de la nécessité et du bon usage des réformes<sup>37</sup>. Il étaye son point de vue, le développe dans les articles de presse ainsi que dans les ouvrages qu'il a l'occasion d'écrire, tel, en 1910-1911, *L'Armée nouvelle*, ou le rappelle à l'occasion des batailles parlementaires, par exemple lors des votes en faveur des retraites ouvrières et paysannes<sup>38</sup>. Est-ce que ces principes exposés donnaient le dernier mot de sa pensée sur le sujet ? Sans doute pas, puisqu'il faut tenir compte à chaque moment des circonstances et des conditions d'expression ou des possibilités de l'heure. Il est sans doute possible d'aller un peu plus loin à propos du sens des réformes engagées, de leur usage civique et de leur rôle sur le but à atteindre, l'idéal socialiste, en écoutant ce que dit Jaurès de leur exigence éthique et éducative à l'occasion de l'inauguration d'un monument Malon, la grande référence réformiste parfois opposée à Marx ou à ses épigones :

« En même temps, [Malon] affirmait la nécessité de la morale sociale ; et c'est là, citoyens, une vérité dont il faut que nous nous pénétrions tous les jours davantage. Il faut que le socialisme soit supérieur à la société d'aujourd'hui non seulement par la supériorité du but qu'il se propose, mais par la supériorité des moyens qu'il emploie contre la société elle-même. Il faut que ce soit à force de vertu – au sens social et libre du mot – à force de respect du travail, de fidélité à la parole, de solidarité agissante héroïque, de culture de la pensée et de la volonté, que nous fassions la preuve qu'étant déjà au-dessus de la société d'aujourd'hui par les moyens selon lesquels nous combattons, nous élevons une société supérieure<sup>39</sup>. »

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 484.

<sup>37</sup> Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Paris, Fayard, 2005.

<sup>38</sup> Gilles Candar et Guy Dreux, *Une loi pour les retraites. Débats socialistes et syndicalistes autour de la loi de 1910*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2010.

<sup>39</sup> Jean Jaurès, « Discours à l'inauguration du monument Benoît Malon » [9 novembre 1913], *La Revue socialiste*, décembre 1913, p. 546-548.

### **L'auteur**

Gilles Candar enseigne l'histoire en classes préparatoires au lycée Montesquieu (Le Mans). Il a publié *Jean Longuet, un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, PUR, 2007. Président de la Société d'études jaurésiennes, il coordonne la publication des *Oeuvres* de Jean Jaurès chez Fayard.

### **Résumé**

Le congrès de la SFIO tenu à Toulouse en 1908 est interprété comme le moment de la « synthèse jaurésienne », celui où le tribun valide le déni du réformisme, pour une rigidité doctrinale toujours maintenue par le parti au XX<sup>e</sup> siècle. Mais ce sont les termes mêmes, ceux de réforme et de révolution, qu'il faut réévaluer, à l'aune du vocabulaire des acteurs et de Jaurès. Entre les deux méthodes, la contradiction n'est pas systématique: le souvenir de la Révolution française fonde l'espoir d'un bouleversement social, mais les possibilités de la démocratie parlementaire légitiment également la poursuite immédiate de réformes, sans que les deux mouvements ne s'opposent.

### **Abstract**

The socialist congress held in Toulouse in 1908 is usually associated with the «jauresian synthesis», the moment when the socialist leader chose to deny reformism, and to support the rigid theory accepted by the party during the XX<sup>th</sup> century. But it is necessary to revise the very words «reform» and «revolution», according to the meaning implied by the political actors of the time, and by Jaurès himself. Between the two paths toward socialism, there is no systematic contradiction: the French Revolution's memory legitimates the hope of a social upheaval, but the opportunities of a parliamentary democracy bases the achievement of immediate reforms, without any opposition.

**Mots clés :** Jean Jaurès ; réformisme ; révolution ; SFIO.

**Key words :** Jean Jaurès ; reformism ; revolution ; SFIO.

**Pour citer cet article :** Gilles Candar, « Jean Jaurès et le réformisme », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N° 13, janvier-avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)